

Texte présenté par la Tendance « Action Collective et Luttés Étudiantes »

« CONSTRUIRE LA RIPOSTE ÉTUDIANTE FACE À LA CASSE DU SERVICE PUBLIC D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET À LA PRÉCARITÉ ! »

Notre 85e congrès s'ouvre dans le contexte des élections présidentielles en France. A cette occasion, l'UNEF doit tirer le bilan du gouvernement Hollande. Les 5 dernières années ont été marquées par des attaques de toute part contre les acquis sociaux et les droits des jeunes et des salarié-e-s : casse des services publics (santé, transport, éducation...) ; casse du droit du travail ; cadeaux au patronat (CICE, etc.). Plus que jamais, les classes dirigeantes s'organisent pour démanteler ce qui reste des protections sociales acquises depuis un siècle par notre camp social.

L'ensemble de ces politiques ont des conséquences très concrètes sur les conditions de vie et d'études de notre génération. La précarité et la galère sont notre lot quotidien. Nous sommes la première génération à savoir pertinemment que nous vivrons moins bien que celle de nos parents. Alors que 5 millions de personnes pointent à Pôle emploi, obtenir un diplôme n'apparaît plus suffisant pour trouver un emploi stable et notre insertion sur le marché du travail est synonyme de parcours du combattant. Alors que la campagne présidentielle est bel et bien lancée, les candidat-e-s rivalisent dans les propositions réactionnaires et libérales. L'UNEF doit se préparer au combat quelle que soit l'issue du scrutin.

Ce 85e congrès doit également nous permettre de dresser des bilans lucides sur la situation du syndicat. L'UNEF est en perte de vitesse et connaît un recul militant, politique et institutionnel. C'est d'abord le produit de la baisse de confiance en l'action collective de notre milieu, fragilisé socialement, qui se traduit par la progression de la non-organisation. C'est également le résultat de la politique que la direction du syndicat a menée : syndicalisme délégué, dialogue social avec le gouvernement qui s'est traduit par son soutien à la loi Fioraso ou à la loi master... Pourtant, des résistances existent sur nos campus et la lutte contre la loi travail a constitué la plus importante mobilisation sociale depuis celle contre la réforme des retraites en 2010. Si ces résistances n'ont pas réussi à mettre un coup d'arrêt aux attaques du gouvernement, notamment du fait de leur isolement, elles prouvent que la révolte et la capacité de lutte de la jeunesse n'ont pas disparu.

La tendance Action Collectives et Luttés Étudiantes a pour objectif de doter notre syndicat des outils qui lui manquent aujourd'hui pour inverser la situation de paupérisation des étudiant-e-s et de dégradation du service public. Nous proposons de rompre avec le syndicalisme délégué en remettant au cœur de notre démarche syndicale la construction du rapport de force, par l'action collective des étudiant-e-s dans la défense de leurs droits. Nous proposons de doter l'UNEF d'une stratégie qui cherche à construire et à regrouper les contestations étudiantes, en lien avec les salarié-e-s. Face au niveau des attaques, il faut mettre à l'ordre du jour la construction d'une grève majoritaire du milieu étudiant, seule capable d'enrayer la machine libérale à l'oeuvre depuis 30 ans dans nos universités.

UN PROJET OFFENSIF FACE À LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE ET À LA CASSE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Si le candidat Hollande faisait de la jeunesse sa « priorité » en 2012, force est de constater que la situation des étudiant-e-s et des universités s'est largement aggravée. Un large accord existe pour dénoncer les politiques d'austérité

qui dégradent nos conditions d'études, remettent en cause le service public et renforçant la sélection sociale. En revanche, la direction de l'UNEF est restée très timide sur la réorganisation en cours dans nos universités, des regroupements universitaires à la refonte de nos formations, en passant par la sélection. Nous devons nous doter d'une grille de lecture cohérente du projet des gouvernements successifs, pour s'y opposer sans concession et défendre un projet syndical offensif seul capable de garantir la réussite de toutes et tous.

LA CASSE DE L'UNIVERSITÉ PUBLIQUE : LA DIRECTION DE L'UNEF ACCOMPAGNE

Accompagnant la politique du gouvernement, notre syndicat en est arrivé à soutenir deux des principales attaques contre l'université publique : la loi Fioraso il y a 4 ans et la mise en place de la sélection à l'entrée du M1 en 2017. Le 85e congrès doit être l'occasion de tirer les bilans et de rompre définitivement avec l'accompagnement au cas par cas des réformes libérales.

CRISE BUDGÉTAIRE DES UNIVERSITÉS : LA FAUTE À L'AUTONOMIE FINANCIÈRE

Depuis plusieurs années, un grand nombre d'universités a connu des épisodes successifs de déficit budgétaire qui se sont tous soldés par des plans de rigueur. Les conséquences ont toujours été néfastes pour les étudiant-e-s : suppressions de filières et de TDs, réduction du volume horaire, liquidation d'une à deux semaines de cours par an, mise en place de cours en ligne pour remplacer ceux en présentiel, dégradation des conditions d'examens, coupes dans les supports pédagogiques, etc.

Sous pression des pénuries, des présidents d'universités appellent ouvertement à la sélection... et d'autres la pratique de manière à peine voilée ! Les capacités d'accueil sont limitées et un tri aléatoire s'opère par le biais d'APB, 20% des licences sont d'ores et déjà soumises à ce tirage au sort. Le « bas » coût des frais d'inscription par rapport à nos voisins est pointé du doigt au sein de la CPU ou de certains think-tanks proches du pouvoir. Augmenter les droits d'inscription est dangereux pour l'accès des catégories populaires. Ce serait même économiquement inefficace : un quadruplement des droits rapporterait moins d'un milliard d'euros... alors que le budget de l'ESR dépasse les 24 milliards !

La cause profonde des déséquilibres budgétaires est ailleurs : nous subissons les conséquences de l'autonomie financière et le passage aux « responsabilités et compétences élargies » (RCE). Les facs gèrent elles-mêmes l'ensemble de leur budget : masse salariale, entretien, locaux, assurances, sécurité... Or, les coûts augmentent, notamment à cause de l'évolution de carrière des personnels que l'Etat ne compense pas. Ce désengagement financier contraint les universités à puiser dans leurs réserves. A Paris 1, par exemple, le fonds de roulement s'est évaporé depuis 2008, passant de 28 millions d'euros à 2 millions aujourd'hui.

LA LOI FIORASO ET LA RESTRUCTURATION DE L'ESR

Dénoncer les pénuries budgétaires sans s'attarder sur la logique des réformes, comme le fait la direction de l'UNEF depuis trop longtemps, nous désarme face à elles. Depuis quinze ans, les gouvernements successifs ont réformé profondément l'ESR. La réforme Licence-Master-Doctorat en 2002 a garanti l'autonomie pédagogique des universités, permettant de définir librement le contenu de chaque formation qui était avant cadrés nationalement. La loi « Libertés et Responsabilités des Universités » (LRU) de 2007, a instauré l'autonomie financière et s'est accompagnée de l'austérité. Depuis cinq ans, la gauche au pouvoir n'a fait que poursuivre cette politique désastreuse. La

loi Fioraso de 2013 a approfondi le processus de libéralisation de l'université publique. La mesure phare de cette réforme est la régionalisation de l'ESR. Alors que le paysage universitaire français comptait plus de 80 universités, le gouvernement a fait le choix d'obliger l'ensemble des établissements à fusionner ou à se regrouper, dans le cadre de Communautés d'universités et d'établissements (COMUEs), en un vingtaine de pôles régionaux.

La dangerosité des fusions d'universités n'étaient plus à démontrer au moment du vote de la loi : les fusions à Aix-Marseille, en Lorraine ou à Strasbourg ont entraîné des déficits abyssaux de dizaines de millions d'euros. Cependant, la direction de l'UNEF voyait dans les COMUEs une brèche syndicale car, contrairement aux Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) – mis en place en 2006 –, ces nouvelles structures seraient plus démocratiques avec des représentant-e-s étudiant-e-s, et que cela pourrait constituer des « pôles de contre-pouvoir étudiant » pour préserver nos formations. Cette position s'est avérée erronée depuis 4 ans. Partout, les projets votés sont profondément anti-démocratiques. Les élu-e-s étudiant-e-s (et les élu-e-s tout court !) sont archi minoritaires par rapport aux directions et aux personnalités extérieures (patrons, collectivités).

Partout, les COMUEs sont synonymes d'attaques contre nos droits et nos diplômes car elles ont des prérogatives immenses en matière de formation. L'objectif du gouvernement est que l'offre de formation (le contrat d'accréditation) soit discutée et harmonisée à l'échelle des COMUEs, et le ministère exige qu'aucun doublon de diplôme ne subsiste. Ces gros mastodontes universitaires visent donc à rationaliser à l'échelle régionale en fonction des contraintes budgétaires. Par exemple, dans le cadre de Sorbonne Paris Cité, un mastodonte de 130 000 étudiants, Paris 3 fait face aux risques de suppression de ses filières Cinéma (en doublon avec Paris 7), Médiation culturelle (avec Paris 13) où en Langue (avec l'Inalco). Dans beaucoup de cas, ces COMUEs ne sont sans doute même qu'une première étape vers la fusion pure et simple.

La loi Fioraso laisse aussi plus d'autonomie aux universités pour définir le contenu des formations : l'Etat accrédite des mentions et les établissements sont complètement autonomes en ce qui concerne les spécialités. A terme, l'objectif est d'adapter l'ESR aux « besoins du marché du travail », c'est-à-dire aux besoins des employeurs. Cela passe par des diplômes personnalisés et spécifiques aux bassins d'emploi, permettant une plus grande « flexibilité »... et une plus grande précarité ! L'ensemble de cette politique contribue à renforcer la concurrence entre les établissements.

LA SÉLECTION À L'UNIVERSITÉ, FACS D'ÉLITES ET FACS POUBELLES

Le dernier épisode de ce projet cohérent des classes dirigeantes n'a rien d'anecdotique : la mise en place de la sélection formelle à l'entrée du M1 en 2017. Une nouvelle fois, la direction de l'UNEF a accompagné ce recul, prétextant que cela constituait un pseudo « droit à la poursuite d'étude ». En contrepartie de permettre aux universités de sélectionner les candidats entre la L3 et le M1 – alors que jusqu'à présent, l'obtention d'une Licence permettait en principe de poursuivre en M1 et que la sélection s'opérait en M2 –, la réforme oblige le rectorat à formuler 3 propositions aux candidats recalés. La première conséquence que nous pouvons craindre est que de nombreux étudiant-e-s, découragé-e-s par la procédure, abandonnent dès la notification de refus, comme on le voit déjà pour les recalé-e-s d'APB. Cette réforme va donc multiplier les problèmes d'inscription dès la rentrée prochaine.

La seconde conséquence est l'approfondissement de l'écart déjà existant entre des filières « poubelles », vers lesquelles seront dirigé-e-s la majorité des étudiant-e-s recalé-e-s à l'entrée du M1 de leur choix, et des filières d'« élites », sur-financées et ultra sélectives. Au regard de l'ensemble des réformes précédentes, la loi Master vise essentiellement à mieux diriger l'orientation des étudiant-e-s en fonction des besoins immédiats du marché, vers les formations délaissées bien qu'utiles pour les patrons. Elle correspond surtout à la pression des grandes entreprises qui cherchent, outre une main d'oeuvre précaire et flexible, à avoir une main d'oeuvre formée spécifiquement pour certains postes d'encadrement. Et encore, cette analyse repose sur la perspective optimiste que les masters proposés seront de qualité, et non pas simplement

des voies de garage créées par les universités pour avoir un choix à proposer aux recalé-e-s.

Ce projet s'inscrit donc complètement dans la mise en place d'un ESR à plusieurs vitesses. L'Etat est d'ailleurs prêt à y mettre les moyens nécessaires. Il a programmé sous Sarkozy 22 milliards d'euros (80% du budget annuel de l'ESR) dans un Plan d'investissement d'avenir (PIA) pluriannuel, pour financer des formations ou projets de recherche élitistes et concurrentiels à l'international. Ce plan a été prolongé par Hollande. Nombre de COMUEs ont déposé des dossiers pour bénéficier du PIA 2. Les premiers résultats de cet appel d'offre est clair : pour bénéficier de ces financements, le ministère fait presque de la fusion une condition nécessaire... de quoi nous convaincre de l'urgence de rompre avec l'accompagnement de ces réformes et de les combattre pour ce qu'elles sont : un projet cohérent et global de soumission de l'université publique aux impératifs du marché et du profit.

NOTRE PROJET POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE

Plus de 120 000 jeunes sur 700 000 quittent chaque année leur formation initiale avec tout au plus le brevet des collèges, 41% se contentent d'un diplôme du secondaire, et 42% seulement sortent diplômé-e-s du supérieur. Ces chiffres sont marqués d'immenses disparités en fonction de l'origine sociale : un-e enfant d'ouvrier a presque autant de chances de sortir non diplômé-e que d'être diplômé-e du supérieur. Accéder à l'université n'est pas un gage de réussite, puisque de nombreux et nombreuses bachelier-e-s y échouent et, même quand on y

réussit, notre diplôme ne va pas forcément de pair avec un statut stable et reconnu par la société. Alors que l'inégalité d'accès et la mise en concurrence sont les maîtres mots des réformes et que l'ESR est de plus en plus la proie du marché, notre projet se fonde sur la défense du service public. L'UNEF doit poser les bases d'une véritable alternative, celle d'une université 100% publique, gratuite et démocratique, ouverte aux enfants d'ouvrier.

DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC : POUR UNE UNIVERSITÉ OUVERTE À TOUTES ET À TOUS !

Le rôle que nous donnons à l'université est double : nous permettre l'acquisition de connaissances générales et de développer un esprit critique, et ; nous former pour occuper un emploi durable, en apportant des qualifications reconnues dans les conventions collectives. Défendre le service public, c'est se battre pour un financement 100% public et à la hauteur des besoins. Nous luttons pour un plan de recrutement et la titularisation de l'ensemble des précaires qui représente le quart du personnel enseignant. Cela nécessite de rompre avec l'autonomie financière. L'Etat doit cadrer avec précision les moyens attribués aux universités, en fonction du nombre d'étudiant-e-s, des besoins en personnel-le-s et enseignant-e-s, etc.

Nous défendons le service public pour lutter contre la reproduction sociale et démocratiser les écoles réservées aux couches les plus favorisées. L'ESR est divisé entre l'enseignement professionnel, les prépas et grandes écoles, et les universités. Nous nous battons pour l'intégration de l'ensemble des formations à l'université et leur adossement à la recherche. L'Etat dépense des millions d'euros chaque année pour financer des établissements privés. Cela déstabilise le service public et ne donne aucune garantie sur les contenus. Nous défendons leur suppression et leur intégration dans le système public.

POUR DES DIPLÔMES NATIONAUX RECONNUS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Défendre des diplômes nationaux est plus que nécessaire. L'université comme « usine à chômeurs » déconnectée des impératifs du marché est un mythe. Le diplôme demeure une protection sur le marché du travail. Les conditions de travail des diplômé-e-s du supérieur restent plus avantageuses par rapport aux jeunes non diplômé-e-s. Face à l'individualisation de nos formations qui favorise la mise en concurrence des salarié-e-s pour tirer salaires et conditions de travail vers le bas, nous opposons le cadrage national des diplômes.

Nous nous battons pour que le contenu précis de chaque diplôme et les modalités de contrôle de connaissance soient définis nationalement par l'Etat,

de concert avec tous les acteurs et actrices de l'université. C'est la condition pour qu'un diplôme de Droit ou d'Histoire soit reconnu de la même manière quelle que soit l'université. C'est aussi la condition pour que nous puissions nous défendre collectivement sur le marché du travail.

POUR UNE VÉRITABLE INSERTION PROFESSIONNELLE : OPPOSONS LES QUALIFICATIONS À LA LOGIQUE DES COMPÉTENCES

Les contre-réformes en cours visent à casser les qualifications de nos diplômés, c'est-à-dire l'ensemble des savoirs et outils qu'offre une formation généraliste pour nous permettre de nous adapter sur le long terme aux évolutions de l'emploi. Se développe a contrario la logique d'accumulation de compétences, des savoir-faire parcellaires directement utilisables sur le marché du travail. La loi Fioraso a introduit un « tronc commun » en Licence comprenant notamment des modules « préprofessionnels » (écriture de CV, projet personnel individualisé, etc.) et « transversaux » (Langues, informatique). Ces derniers viennent remplacer du contenu qualifiant. Ce processus vise à transférer le coût de la formation professionnelle de la main d'oeuvre des entreprises vers l'université. Les « acteurs économiques » ont d'ailleurs une place plus importante dans les conseils des universités et des COMUEs. Ils pourront faire évoluer le « portefeuille de compétences » dont ils ont besoin comme bon leur semble, sans déboursier un centime.

L'INTERDISCIPLINARITÉ ET UNE PÉDAGOGIE ALTERNATIVE

Le « cadre national de formation » chamboule le contenu de nos formations en mettant en place la pluridisciplinarité en L1 et une spécialisation progressive au sein de parcours. Loin de permettre une orientation progressive, la pluridisciplinarité est en fait un moyen de plus de faire des économies, en mutualisant les amphis et les cours dans les filières d'un même domaine. Elle se traduit par l'empilage de cours qui n'ont rien à voir les uns les autres. A cette pluridisciplinarité absurde, nous opposons l'interdisciplinarité : il s'agit de l'étude d'un même objet par le biais des méthodologies propres à plusieurs disciplines. En combinant les approches et les points de vue, on parvient à une meilleure maîtrise du sujet, que ce soit au niveau de la recherche ou de l'enseignement.

En outre, une révolution pédagogique est nécessaire. La structure de l'université tend à nous infantiliser plutôt que de nous rendre autonomes dans notre travail et développer notre esprit critique. Les TDs doivent comprendre moins de 20 étudiant-e-s et les travaux en petits groupes encouragés. Pour que les étudiant-e-s soient réellement acteurs et actrices de leur formation, ils et elles doivent pouvoir participer à la définition de tous ses aspects. L'organisation d'examens terminaux doit aussi être garantie, pour donner leur chance aux étudiants salariés.

GARANTIR L'INDÉPENDANCE DE LA RECHERCHE AVEC DES FINANCEMENTS 100% PUBLIC

Le mouvement "Sciences en Marche", créé en 2014, a été révélateur des difficultés budgétaires qui s'abattent sur le monde de la recherche. Les budgets annuels représentent en moyenne 5 à 10 000 euros par an dans de nombreux labos, qui doivent désormais se tourner vers l'Agence Nationale pour la Recherche, qui accepte moins de 10% des projets déposés ou vers des entreprises. Il est urgent d'augmenter les crédits de base pour que l'ensemble des labos puissent fonctionner grâce à l'argent public. Les financements sur projet doivent être limités à des projets d'ampleur et ne pas servir à financer la recherche au quotidien.

Le dispositif du Crédit Impôt Recherche, mis en place par Sarkozy, et poursuivi sous Hollande, représente un manque à gagner de 6 à 7 milliards d'euros par an pour l'Etat. Il exonère d'impôts les entreprises qui investissent en « recherche et développement ». Or, tout le monde s'accorde à dire que ce dispositif est inefficace et ne bénéficie essentiellement qu'à de grandes entreprises (Sanofi, Air France, PSA), à des fins qui n'ont rien à voir avec la recherche. Le gouvernement fait donc le choix de transférer l'argent public directement aux grands groupes, alors que la moitié de cette somme suffirait à faire tourner l'ensemble des labos publics.

La recherche publique, indépendante et diversifiée est aujourd'hui menacée. Comment justifier le fait que les travaux sur les énergies renouvelables soient financés par Total ou Areva ? Cela pose un problème fondamental du point de vue de l'orientation qui est donnée aux travaux. Faire appel à leurs financements leur donne obligatoirement un droit de regard sur le contenu des travaux. La recherche doit donc rester 100% publique, dans l'intérêt de la société.

UN VÉRITABLE STATUT SOCIAL ÉTUDIANT POUR EN FINIR AVEC LA PRÉCARITÉ

Alors qu'un-e étudiant-e sur deux inscrit-e en L1 échoue, que des milliers quittent l'université sans diplôme et que la part de ceux et celles issu-e-s des classes populaires recule, l'UNEF doit se doter d'un projet syndical ambitieux pour permettre la réussite de toutes et tous. L'une des conditions est la possibilité, pour tou-te-s les étudiant-e-s, de se consacrer pleinement à leurs études. Alors que le coût de la vie augmente, nous ne pouvons pas nous satisfaire d'une situation où 45% des étudiant-e-s doivent travailler pendant l'année universitaire.

PRÉ-SALAIRE D'AUTONOMIE POUR TOUTES ET TOUS !

Nous défendons la mise en place d'un véritable statut social étudiant. Les cotisations sociales alimentent aujourd'hui un "pot commun" qui distribue les allocations familiales, les indemnités chômage ou les pensions de retraite. Ce "salaire socialisé" existe à quasiment tous les âges de la vie... sauf pour les jeunes en formation ! En tant que jeune travailleur intellectuel en formation, l'étudiant-e devrait en bénéficier par le biais d'un salaire anticipé (pré-salaire), prélevé dans ce "pot commun", qu'il et elle pourra ensuite alimenter tout au long de sa vie en travaillant, suivant le principe de solidarité générationnelle.

La mise en sécurité sociale du jeune est une condition de l'accès à son autonomie. Nous défendons une rémunération forfaitaire, universelle dans l'accès et le montant, incompressible et à hauteur du SMIC pour permettre à chaque étudiant-e de faire ses propres choix d'étude, de vie ou de sexualité, indépendamment de la pression sociale ou familiale. Aujourd'hui, de nombreux jeunes dans le besoin ne sont pas éligibles aux aides délivrées par le CROUS car le calcul des droits s'appuie sur les deux dernières déclarations fiscales des parents. Cette situation d'infantilisation de notre génération ne peut plus durer !

Pour financer ce salaire anticipé, nous proposons la création d'une nouvelle branche de la sécurité sociale alimentée par une nouvelle cotisation sociale. Cette branche "jeunesse", devrait être gérée par un organisme spécifique, dirigé par des représentant-e-s des organisations de salarié-e-s et d'étudiant-e-s. Ce projet ambitieux ne pourra être financé que par une hausse des salaires et une meilleure répartition des richesses. Notre combat est donc intimement lié à notre projet de transformation sociale, qui vise à faire passer les besoins sociaux au premier plan par rapport aux profits de quelques-uns. Un tel objectif ne pourra être atteint que par la construction d'un rapport de force majoritaire vis-à-vis du patronat.

LA DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC DU CROUS

Notre syndicat doit également se battre de pied ferme pour défendre le service public des CROUS, aujourd'hui attaqué de toute part par l'austérité. Dans chaque université, nous devons informer les étudiant-e-s sur les réalités et la complexité du système actuel, en menant des campagnes avant la clôture des DSE, en réclamant que le délai s'étende sur l'ensemble du premier semestre car notre situation sociale peut évoluer. Nous cherchons à organiser les étudiant-e-s en retard sur leurs dossiers en début d'année, par le biais d'assemblées générales, de rassemblements devant les CROUS.

Nous avançons des revendications exigeantes sur le logement, la restauration étudiante ou les transports gratuits. Trop d'étudiant-e-s ne trouvent pas de place en Cités-U, et le système d'attribution reste trop opaque. A Paris, le parc ne compte que 4 000 chambres intra-muros pour 325 000 étudiants, soit 1 % de bénéficiaires, contre seulement 7 % nationalement. Le nombre

d'étudiant-e-s de milieu modeste a augmenté dans les années 80, sans que la construction ne suive. Ces logements souffrent en outre de défauts récurrents : insalubrité, loyers inaccessibles pour les plus précaires, connexion internet instable, etc. Les militant-e-s de l'UNEF doivent recenser les problèmes pour y apporter des solutions concrètes, et chercher à organiser les résident-e-s.

UNE STRATÉGIE SYNDICALE À LA HAUTEUR DES ENJEUX : CONSTRUIRE LA RIPOSTE SOCIALE

Face à cinq années de politiques antisociales, de dérégulation et de casse de l'Enseignement supérieur, des réactions ont émergé et une frange de la jeunesse a clairement montré sa volonté d'en découdre avec le gouvernement. Cependant, les directions syndicales, notamment celle de l'UNEF, ont mené une politique hésitante ou complice du gouvernement, approfondissant ainsi la perte de repère du milieu étudiant. Alors que 2017 est une année présidentielle, tou-te-s les postulant-e-s présentent des programmes très clairs : continuer les politiques menées jusqu'ici, au mieux, ou les accélérer, au pire. Face à cela, il faut mettre à l'ordre du jour une riposte consciente et déterminée des étudiant-e-s et, plus largement, de notre camp social.

LA JEUNESSE ÉTUDIANTE AUJOURD'HUI : ENTRE PERTE DE REPÈRES ET POLITISATION

La mobilisation contre la « loi travail » a été la plus importante dans la jeunesse et le monde du travail depuis la lutte contre la réforme des retraites en 2010. Celle-ci a été initiée dans la jeunesse au travers d'une pétition née sur les réseaux sociaux et par l'inter-organisations de jeunesse dont l'UNEF a été partie prenante.

Le mouvement contre la loi travail : révélateur de la situation de notre milieu

L'explosion sociale du printemps dernier est révélatrice du ras-le-bol de la jeunesse après des années de politiques antisociales et réactionnaires menées par le gouvernement Hollande. Dans de nombreuses universités, les étudiant-e-s ont retrouvé le chemin des assemblées générales, une nouvelle génération militante a fait ses premières armes dans des manifestations de masse, des comités de mobilisation ou des coordinations étudiantes. Cependant, comme tout mouvement social, celui contre la loi travail a aussi été le produit de la période précédente.

Les générations étudiantes qui sont aujourd'hui sur les bancs de la fac n'ont pas connu la période de la fin des années 2000, marquée par des mobilisations nationales presque chaque année, de la lutte contre le CPE à celle contre la réforme des retraites. Malgré des luttes locales, parfois majoritaires et victorieuses partiellement, qui ont eu lieu sur nos campus contre les conséquences de la casse de l'université publique (Angers, Montpellier, La Réunion, Clermont, Toulouse...), aucune n'a pu jouer un rôle d'entraînement, capable de sortir de l'isolement. Dans cette situation, les réflexes militants, la conscience que l'on a des intérêts en commun à défendre et l'action collective face aux problèmes du quotidien ont largement reculé.

La politique menée par les directions syndicales ces cinq dernières années, dont celle de l'UNEF, n'a pas permis de préparer les étudiant-e-s (et au-delà, l'ensemble de notre camp social) à l'idée qu'il faudrait un affrontement conscient et déterminé pour faire plier le gouvernement. En proposant aux étudiant-e-s de s'en remettre uniquement au syndicat pour

résoudre les problèmes qu'ils et elles rencontrent plutôt que d'agir par eux et elles-mêmes, la direction de l'UNEF n'a pas oeuvré à reconstruire la conscience que nous avons des intérêts en commun, ni l'idée qu'il faut agir collectivement pour les défendre. En participant au dialogue social et en négociant chacun des reculs, la direction de l'UNEF a semé l'illusion qu'il serait possible d'obtenir de meilleures conditions de vie et d'étude de ce gouvernement. En présentant

chacune des miettes obtenues comme des victoires et en omettant de les replacer dans le contexte d'attaques globales, l'UNEF n'a pas armé les jeunes pour riposter.

Cette politique d'accompagnement est l'une des raisons qui permet de comprendre les difficultés que nous avons rencontré à faire en sorte qu'une majorité d'étudiant ait la conscience qu'il ne suffirait pas d'une ou deux manifestations, mêmes massives, pour faire reculer le gouvernement. Pour que la mobilisation contre la loi travail passe un cap quantitatif et qualitatif, il aurait fallu une prise en charge bien plus large de celle-ci sur les campus par la majorité des étudiant-e-s. Si le rejet de la loi était presque unanime, trop peu d'étudiant-e-s ont participé directement aux assemblées générales, et encore moins aux comités de mobilisation et, sauf dans quelques universités à la pointe du mouvement, la grève active ne s'est pas installée.

Cependant, une frange de la population et tout particulièrement dans la jeunesse aspirait dès le départ à se battre contre la loi travail « et son monde ». Dans le mouvement Nuit Debout ou dans les actions de convergence et de blocages d'entreprises, une partie de la jeunesse a exprimé son désir de changer le monde de manière radicale. Cette politisation des jeunes avait déjà pu s'exprimer les années précédentes, autour des mobilisations contre l'aéroport Notre-Dame-des-Landes, contre violences policières ou en solidarité avec les réfugié-e-s.

Nous devons trouver un langage et des modes d'action communs pour nous adresser à cette jeunesse, souvent étudiante, et la gagner à l'organisation collective et syndicale, au lieu de la rejeter en confirmant ainsi les suspicions et les préjugés contre les organisations. Les mobilisations récentes contre le viol du jeune Théo et contre les violences policières, sont une autre occasion de mettre l'UNEF au premier rang de celles et ceux qui se battent sans concessions contre les injustices et pour une autre société.

Loi travail : l'UNEF, loin d'être à la hauteur

Si l'UNEF a été partie prenante de la mobilisation contre la loi travail, la politique défendue par la direction du syndicat n'a pas oeuvré à sa massification. Bien qu'à l'origine, avec d'autres, de nombreuses assemblées générales, le syndicat a cherché du début à la fin à contrôler la mobilisation. Elle a combattu, d'abord, dans les assemblées générales, la tenue d'une coordination nationale. Elle a cherché, ensuite, à limiter le plus possible les capacités d'expression autonome du mouvement (porte-parole, cortèges inter-facs). Enfin, elle a déserté les CNE dès lors qu'elle y a été mise en minorité. La direction du syndicat a fait le choix de combattre jusqu'aux expressions les plus simples de l'auto-organisation en se confrontant physiquement aux cortèges inter-facs lors des manifestations.

Alors que les assemblées générales étudiantes votaient à la quasi-unanimité le retrait du projet de loi travail sans amendement ni négociation, que les étudiant-e-s mobilisé-e-s se dotaient de leurs propres représentant-e-s, le président du syndicat a répondu à l'appel du pied du gouvernement pour se concerter sur des mesures sociales à la marge. Sa volonté était évidente : étouffer la mobilisation dans certains secteurs pour l'affaiblir dans son ensemble. En affirmant « être satisfait » des mesures prises par François Hollande, William Martinet s'est fait le relais de cette politique. Le ton a alors changé : l'UNEF s'est contentée de soutenir la mobilisation sans plus chercher à l'élargir.

Dès lors, l'UNEF a fait le choix de rompre définitivement avec la majorité des étudiant-e-s mobilisé-e-s et s'est placée en porte-à-faux vis-à-vis de l'ensemble de ceux et celle qui soutenaient ce combat, soit plus de 70% de la population. Cette rupture avec notre milieu, ressentie comme une trahison pour beaucoup de la part d'un syndicat qui se prétend être le porte-parole des étudiant-e-s n'a fait qu'accentuer plus encore le fait que l'UNEF n'apparaisse plus comme un outil utile pour la défense de leurs droits. La défaite historique aux élections dans les CROUS au semestre dernier n'en est que le dernier indicateur.

NOTRE STRATÉGIE SYNDICALE : DES « GOMMES ET DES CRAYONS » À LA GRÈVE GÉNÉRALE :

Ces dernières années, l'activité du syndicat a principalement été rythmée par les échéances électorales, internes et externes. Qu'il s'agisse des conseils des CROUS ou des conseils centraux des universités, ces instances ne sauraient constituer des lieux de construction d'un rapport de force contre le gouvernement. Si elles peuvent être un levier d'action à situer dans le cadre d'une stratégie globale, elles ne permettent que des aménagements provisoires et marginaux. Par exemple, même le rejet du budget d'une université par son CA ne remet pas en cause l'austérité, puisque la mise sous tutelle reste toujours une option pour les rectorats. Nous devons construire le rapport de force là où il se situe, c'est-à-dire la rue, la mobilisation active et la grève. Pour cela, nous devons reconstruire la conscience des étudiant-e-s, en multipliant les expériences d'action collective et d'auto-organisation.

DES CAMPAGNES SYNDICALES QUOTIDIENNES POUR RECONSTRUIRE LA CONFIANCE DANS L'ACTION COLLECTIVE PAR LA CONFRONTATION ET L'AUTO-ORGANISATION.

Dès qu'un problème surgit que cela soit à l'échelle d'un TD, d'une filière ou de toute une université, nous cherchons à regrouper les étudiant-e-s qui veulent agir en leur proposant des cadres d'organisation où ils discutent et décident par eux et elles-mêmes, où ils et elles proposent leur propre matériel : tract, affiche, pétition... Ainsi nous pouvons inclure plus largement que les seuls étudiant-e-s syndiqué-e-s et regrouper, peu importe leurs sensibilités syndicales ou politiques, tou-te-s ceux et celles qui veulent agir.

Nous ne disparaissions pas, nous devons y défendre la nécessité de construire un réel rapport de force en faisant des rassemblements, des manifestations, en étendant la mobilisation aux autres étudiant-e-s. S'il y a des rendez-vous de négociations nous proposons aux étudiant-e-s mobilisé-e-s d'y participer avec nous pour leur montrer le vrai visage de l'administration et leur donner des réflexes de confrontation vis à vis des directions d'UFR ou des présidences. C'est en faisant cela que nous pourrions convaincre largement de la nécessité de s'organiser sur la durée et de manière collective dans un syndicat.

En faisant en sorte de recréer des générations militantes avec des réflexes collectifs, nous renforcerons la capacité du milieu étudiant à réagir et renforcerons par là-même le syndicat. C'est par l'action collective que les étudiants peuvent faire l'expérience de leur propre force et retrouver la conscience qu'ils et elles ont des intérêts matériels et moraux à défendre ensemble.

UN SYNDICAT QUI PREND DES INITIATIVES POUR CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCE :

Lors du mandat de Hollande, la direction de l'UNEF a trop souvent été à la traîne du gouvernement et n'a pas su prendre d'initiatives face aux attaques. Pire encore, quand celles-ci existaient dans certains milieux, elle les a même parfois combattus. Pourtant, c'est du vide laissé par l'inaction de la direction que certaines organisations ont pu profiter pour agir et se renforcer. On peut ainsi penser à la FAGE dans les IFSI ou à certains collectifs dans quelques universités ou écoles. Pour nous, il faut que l'UNEF reprenne son rôle central dans l'organisation de la contestation face à la casse de l'enseignement supérieur et de notre avenir.

Des initiatives de mobilisations, c'est à dire ?

La perte de réflexe et le problème de boussole que connaît la direction de l'UNEF depuis des années fait que pour elle, tout peut être appelé mobilisation étudiante : un communiqué de presse, un coup de fil, une page Facebook... Pourtant, il faut se le dire, tout cela n'est pas une réelle mobilisation et tous les moyens d'action ne se valent pas. Une initiative qui vise à montrer notre rapport de force, à le construire, à mettre la pression doit nécessairement se traduire par la mise en action d'étudiant-e-s au-delà des rangs du syndicat. Ces prises d'initiatives se font à plusieurs échelles, au niveau d'un UFR, de l'université mais aussi de toute la France. Il existe une frange de la jeunesse qui veut agir et en découdre contre une société qu'elle juge, à juste titre, antisociale, raciste, sexiste, antidémocratique... Cette frange cherche des initiatives et est présente sur nos universités. Elle a une conscience plus avancée que le reste des étudiant-e-s sur la nécessité d'en découdre contre les attaques. Nous devons en prendre acte et chercher à faire agir les couches

les plus déterminées, car c'est également un bon moyen d'entraîner celles qui n'ont pas encore fait l'expérience de la mobilisation.

Les raisons d'être en colère sont nombreuses, nous devons chercher à faire en sorte que contre toutes les attaques des initiatives se dressent comme des remparts. Ces initiatives doivent être des outils pour faire connaître tel ou tel attaque et proposer des actions concrètes. C'est aussi le meilleur moyen de tisser des liens avec d'autres secteurs que les étudiant-e-s.

FAIRE CONVERGER LES BAGARRES: « TOUTES ET TOUS ENSEMBLE » ET GRÈVE GÉNÉRALE

La crise systémique du capitalisme, déclenchée depuis 2008, pousse les classes dominantes à remettre en cause l'ensemble de nos acquis sociaux. L'austérité, la restructuration des services publics, la privatisation, la casse du code du travail... L'objectif est clair : faire payer la facture de la crise aux jeunes et aux travailleur-se-s. Nous devons appréhender cela pour mieux comprendre la dégradation de nos conditions de vie et d'étude.

Les mobilisations de ces dernières années ont également montré qu'il existe une disponibilité de notre camp social pour se confronter à ces politiques socialement désastreuses, même si le rapport de force n'a pas encore été assez élevé pour les faire reculer clairement. Au regard de l'ampleur de la contre-offensive des classes dominantes, nous défendons la grève générale comme moyen de stopper durablement ces attaques, reprendre confiance en nos propres forces et dessiner un avenir meilleur pour l'ensemble des jeunes et des travailleur-se-s.

La grève générale se construit au quotidien

Nous devons battre en brèche le corporatisme et y opposer la solidarité. Lors des mobilisations et dans notre discours, nous défendons la nécessité de tisser des liens avec les autres étudiant-e-s et avec les salarié-e-s. Cela passe par prendre l'habitude de se coordonner à l'échelle locale, régionale et nationale entre étudiant-e-s et travailleur-se-s. Dans nos mobilisations, nous en appelons à la solidarité des autres campus, des personnel-e-s des universités et des autres secteurs du monde du travail. Lors des mobilisations des salarié-e-s, dans la défense des services publics ou de leurs emplois, nous cherchons à tisser des liens avec eux et elles, en participant à leurs actions mais aussi en les soutenant financièrement.

Avec les regroupements universitaires et les fusions, nous sommes poussés de facto à agir de la sorte en regroupant dans de le cadre d'intersyndicales ou de réunions communes les étudiant-e-s et les salarié-e-s pour discuter ensemble. Bien entendu, ce ne sont pas aux étudiant-e-s de voter la grève des salarié-e-s et vice-versa. Pour autant, ces liens doivent être entretenus et être construits avec l'idée que c'est bien toutes et tous ensemble qu'il faut lutter car c'est seulement toutes et tous ensemble qu'on pourra gagner. L'unité ne doit pas être un objectif en soi mais bien un outil de mobilisation. Ainsi, si des membres de l'intersyndicale refusent une initiative qui nous semble juste et sur laquelle nous savons que le milieu étudiant peut être réactif, nous devons la proposer avec ceux et celles qui souhaitent en être. En effet, la jeunesse a des rythmes de politisation et de mobilisation différents du reste de la société et est souvent plus disponible à la lutte que les salarié-e-s.

La grève générale: notre orientation dans les mouvements

Lors de la mobilisation contre la loi travail, nous avons pu toucher du doigt ce que serait un toutes et tous ensemble : des milliers de jeunes dans la rue et en grève, des raffineries bloquées, des secteurs du public comme du privé en grève qui participent à des manifestations et des actions communes. Avec cet exemple, nous pouvons expliquer concrètement aux étudiant-e-s ce que cela veut dire riposter ensemble. Nous tirons aussi le bilan que la réaction des directions des syndicats de salarié-e-s a été trop tardive (avril-mai) alors que certaines de leurs sections étaient déjà en lutte et en grève aux côtés des étudiant-e-s dès le mois de mars. Il aurait fallu utiliser l'espace que nous occupons en tant que première organisation syndicale étudiante pour expliquer la nécessité de la convergence et de la grève générale que des étudiant-e-s et des salarié-e-s souhaitaient construire sincèrement.

Lorsque des mouvements éclatent, nous défendons la mise en place de coordinations régionales et nationales pour que les étudiant-e-s soient les maîtres de leur mobilisation et puissent élire des délégué-e-s qui se réunissent et discutent des rythmes adéquats. C'est en faisant cela, que nous permettrons à tou-te-s les étudiant-e-s, organisé-e-s ou non, de prendre pleinement leur place, de faire leurs propres expériences, de se rendre compte des tâches à accomplir et faire leurs propres erreurs.

En parallèle, nous défendons également les assemblées générales interprofessionnelles avec des jeunes et des travailleur-e-s issu-e-s de différents secteurs. C'est comme cela que l'on peut se rendre compte des forces et des faiblesses d'une mobilisation, décider d'actions communes et organiser la solidarité intersectorielle. Nous préparons cela au quotidien en tissant des liens avec les sections syndicales qui sont prêtes à agir. Une recomposition s'opère dans le champ syndical du monde du travail avec des regroupements de plusieurs structures comme la CGT Goodyear, Solidaires 92, la CGT EDF Paris, les collectifs d'hôpitaux, d'enseignant-e-s... L'UNEF doit être partie prenante de la reconstruction d'un mouvement syndical opposé à toutes les attaques, sans aucune attache vis à vis des gouvernements et qui défend la perspective d'un toutes et tous ensemble.

Défendre notre projet et l'avenir de notre génération

Nous défendons la grève générale non pas par folklore mais bien parce que nous savons que notre projet pour l'enseignement supérieur et l'ensemble de la société est contradictoire avec celui de la classe dominante. Il est donc nécessaire de l'imposer et de l'arracher par nos propres forces. Les expériences des différents gouvernements ont bien montré que les classes dominantes étaient prêtes à tout pour imposer leurs plans. La seule chose qu'elles craignent c'est de voir des jeunes et des travailleur-se-s, organiser ensemble dans la lutte et qui font grève pour un objectif commun. Sans cela, les discussions sur le pré-salaire d'autonomie ou un droit à l'avenir ne sont que vœux pieux car ces mesures sont opposées aux logiques du profit qui guide le patronat.

L'UNEF doit avoir conscience de la lourde tâche qui est devant elle dans les années à venir : faire face aux multiples appétits des capitalistes et des gouvernements à leur service. Construire un avenir commun pour notre génération et une société qui répond réellement aux besoins sociaux, face à la précarité à vie qui nous est promise, ne pourra se faire en faisant l'économie d'une riposte d'ensemble des jeunes et des travailleur-se-s, car ce sont ces dernier-e-s qui sont le moteur du progrès.

UN SYNDICAT POUR L'UNITÉ DE NOTRE CAMP SOCIAL FACE À LA RÉACTION

La crise économique et sociale comme horizon indépassable pour notre génération est également le terreau fertile pour la réaction. Les classes dirigeantes s'appuient largement sur le racisme, le sexisme et l'islamophobie pour diviser notre camp social et limiter ses capacités de résistance aux politiques antisociales. Les discours et politiques nauséabonds ont des répercussions dans le milieu étudiant. Il est de la responsabilité de l'UNEF de réaffirmer son objectif de transformer la société, de combattre l'ensemble des oppressions et de construire un outil syndical, plus ouvert et démocratique, qui se donne les moyens pour sa politique.

UN SYNDICAT DE TRANSFORMATION SOCIALE QUI LUTTE CONTRE LES OPPRESSIONS SPECIFIQUES

Alors que le corporatisme et la division progressent sur nos campus, l'UNEF doit réaffirmer qu'en tant que jeunes travailleurs et travailleuses intellectuel-le-s en formation, les intérêts des étudiant-e-s sont, d'une part, intimement liés à ceux des travailleurs et des travailleuses, et d'autre part, que nous avons des intérêts matériels et moraux en commun à défendre, quels que soient notre origine sociale, notre couleur de peau, notre genre ou notre sexualité.

TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ AUX CÔTÉS DE TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES

Si les étudiant-e-s n'ont pas encore une place définie dans les rapports de production, l'immense majorité se destine à vendre sa force de travail sur le marché de l'emploi. Une majorité d'étudiant-e-s est déjà contrainte de faire des petits boulots pour financer ses études. Défendre une université publique ouverte à toutes et tous et un pré-salaire d'autonomie dépasse largement le cadre clos de l'enseignement supérieur. Ce projet n'est possible qu'en construisant une société qui fasse passer les besoins sociaux avant les profits. C'est en s'alliant avec le monde du travail qu'il sera possible de prendre sur les profits pour répartir les richesses, car ce sont les salarié-e-s, et leurs luttes, qui sont le moteur de la transformation sociale.

COMBATTRE LE RACISME JUSQU'AU SOMMET DE L'ETAT

Après les attentats tragiques qui ont frappé la France et alors que des dizaines de milliers de migrant-e-s fuient la guerre et la misère provoquées par les puissances impérialistes en Afrique et au Moyen-Orient pour chercher refuge en Europe, les discours islamophobes et anti-immigré-e-s se sont libérés davantage. Si l'extrême-droite en fait son cheval de bataille, ses thèses sont largement reprises par les responsables politiques à droite comme à gauche. Le gouvernement Hollande détient par exemple le triste record des reconduites à la frontière, ayant expulsé plus que le gouvernement Sarkozy. Le racisme d'Etat, la rhétorique du choc des civilisations et l'islamophobie décomplexée sont relayés dans les grands médias, et les agressions anti-musulman-e-s se multiplient.

L'UNEF doit combattre pied à pied les arguments réactionnaires et le racisme d'Etat, en menant des campagnes sur les campus et en participant aux mobilisations contre le racisme et l'islamophobie, aux côtés des nombreuses associations et collectifs qui les combattent au quotidien. D'autant que le racisme est loin d'être absent des universités. Face à l'interdiction du voile à l'université qui est une question qui revient régulièrement dans l'actualité, l'UNEF doit opposer la liberté de conscience. Les étudiant-e-s étranger-e-s subissent également des discriminations très fortes: sélection croissante à l'entrée des universités par Campus France, obligation de justifier une certaine somme d'argent pour bénéficier d'une inscription, refus injustifiés d'équivalence de diplômes étrangers.

L'UNEF doit réaffirmer le mot d'ordre « 1 carte d'étudiant-e = 1 titre de séjour », alors que le gouvernement Hollande a poursuivi les politiques racistes de Sarkozy en réformant le CESEDA, en faisant passer par exemple le délai d'appel à une OQTF d'un mois à une semaine. Nous exigeons la régularisation de tou-te-s les sans-papiers et l'octroi de titres de séjour pour tou-te-s les étudiant-e-s étranger-e-s, non pas en menant des campagnes au cas par cas, mais en nous appuyant sur l'action collective des première-s concerné-e-s et la construction d'un rapport de force face aux présidences d'université et aux préfetures.

COMBATTRE L'ÉTAT D'URGENCE ET LA RÉPRESSION

Après les attentats de novembre 2015, le gouvernement Hollande a fait le choix de mettre en place l'état d'urgence permanent. Cela s'est traduit par le renforcement de la pression policière dans les quartiers populaires. Alors que la police bénéficie déjà d'une impunité presque totale depuis des décennies et que l'état d'urgence renforce considérablement le pouvoir des préfets (perquisitions arbitraires, assignations à résidence...), le gouvernement a fait voter un assouplissement des conditions de "légitime défense" pour les forces de l'ordre, qui s'apparente à un renforcement du droit de tuer.

La mort récente d'Adama Traoré, asphyxié par des policiers, ou le viol de Théo à Aulnay-sous-Bois, sont loin d'être des "bavures" isolées, elles sont une nouvelle manifestation du racisme d'Etat. Face aux violences populaires, de nombreux jeunes sont révolté-e-s aujourd'hui. L'UNEF doit participer aux initiatives de lutte et de solidarité aux côtés des collectifs contre les violences policières, exiger que justice soit rendue pour l'ensemble de ces violences, et proposer des revendications offensives, comme la dissolution de la BAC.

L'autre conséquence de l'état d'urgence est le renforcement des mesures

liberticides, qui ont été mobilisées à plusieurs reprises pour faire taire les mouvements sociaux, telles que les interdictions de manifestation pendant la Cop 21 ou pendant le mouvement contre la loi travail. Cela intervient dans un contexte où des militant-e-s syndicaux et syndicales sont trainé-e-s devant les tribunaux et condamné-e-s, parfois à de la prison ferme, pour avoir défendu leurs emplois, et où des réunions publiques sont interdites par des directions d'université. Face à la répression des mouvements sociaux, l'UNEF doit réaffirmer les libertés démocratiques, le droit de manifester et de se réunir, et se battre pour la levée de l'état d'urgence.

FACE À L'ORDRE MORAL, UN SYNDICAT FÉMINISTE

La crise économique a des conséquences violentes pour les femmes. Elles sont en effet davantage touchées par le travail à temps partiel, les licenciements et les contrats précaires. Elles sont également contraintes de compenser la casse du service public en effectuant de manière gratuite les tâches de garde d'enfants, de ménage, ce qui leur impose une double journée de travail. Dans les universités, les inégalités entre femmes et hommes se manifestent par une représentation inégale selon les filières. Les femmes sont majoritaires dans les UFR de Lettres et de Sciences humaines, qui sont les plus touchées par les coupes budgétaires. Elles doivent parfois composer entre vies de famille, professionnelle et étudiante, au détriment de leur poursuite d'étude.

Les violences sexistes sont aussi quotidiennes à l'université : harcèlement sexuel de la part d'enseignants, discriminations dans les évaluations, campagnes sexistes des corporations étudiantes... L'UNEF doit donner toute sa place à un combat féministe toujours d'actualité, en appelant à des dates déjà existantes comme le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, mais aussi en organisant des événements dans les facs (réunions d'information, conférences, rassemblements). Nous nous battons pour l'accès gratuit à la contraception dans les centres médicaux universitaires, l'ouverture de crèches, de centres d'accueil pour les victimes de violences, et contre les fermetures des centres IVG.

FACE À LA LGBTIPHOBIE, EXIGEONS L'ÉGALITÉ RÉELLE

L'ouverture du mariage aux couples homosexuels en 2013 a constitué une avancée. Cependant, la lutte pour l'égalité des droits a entraîné une montée de la violence homophobe en retour, avec une augmentation des actes homophobes. Le gouvernement porte une lourde responsabilité dans ce phénomène avec le recul sur la PMA, le crédit accordé aux homophobes de la « Manif pour tous », les déclarations sur la « liberté de conscience » des maires, etc. Hollande a clairement cédé face à la pression des réactionnaires, favorisant la diffusion de l'homophobie.

Les droits des personnes transgenres et transsexuelles ont été totalement délaissés. Lutter contre l'homophobie et la transphobie, qu'elle soit manifeste ou sous-jacente, est plus que jamais une nécessité pour le syndicat, alors que la LGBTIphobie est une des premières causes de suicide chez les jeunes. L'UNEF doit soutenir et relayer les revendications des LGBTI, en organisant la sensibilisation sur les facs, mais aussi en participant à des manifestations comme la Marche des Fiertés, et à des événements comme la Journée contre la transphobie, le 17 mai.

UN SYNDICAT INTERNATIONALISTE QUI S'OPPOSE AUX GUERRES IMPÉRIALISTES

L'UNEF doit assumer d'être un syndicat internationaliste et faire le lien entre son combat et celui des étudiant-e-s et des travailleurs et travailleuses partout dans le monde. Avec la crise économique, les principales puissances rivalisent sur la scène internationale pour s'assurer des débouchés pour leurs économies et pour l'accès aux matières premières. Les conflits armés se sont multipliés ces dernières années en Afrique et au Moyen-Orient, et la France y est partie prenante.

Ces guerres provoquent partout leur lot de destructions et de désastres humanitaires et environnementaux. L'émergence de l'État "islamique" en Irak et en Syrie est la conséquence directe, d'une part, de l'intervention américaine en 2003, qui a profondément ruiné le pays et entretenu les divisions au sein

de la population; et, d'autre part, du massacre des aspirations démocratiques et sociales de la population syrienne lors du "printemps arabe" par le gouvernement Assad, qui est aujourd'hui responsable de plus de 220 000 morts et de millions de déplacé-e-s.

Face aux ingérences occidentales meurtrières et aux régimes corrompus, l'UNEF doit réaffirmer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et combattre toutes les interventions impérialistes car puisqu'elles sont à l'origine des déséquilibres, ne peuvent en aucun cas faire partie de la solution. Les étudiant-e-s dans les pays en guerre sont souvent à la pointe des combats politiques. L'UNEF doit participer à la construction d'un mouvement contre les guerres impérialistes aux côtés des organisations existantes afin de fédérer l'ensemble de la jeunesse autour de ce combat.

Être internationaliste, c'est être convaincu que les luttes démocratiques, féministes et écologistes ne peuvent être menées que par les peuples eux-mêmes et refuser toute intervention armée. Nous pensons que le gouvernement ferait mieux d'investir dans les universités et les lycées qui courent vers la ruine, plutôt que de dépenser des millions pour protéger les intérêts économiques d'une minorité.

B/ UN SYNDICAT INDÉPENDANT, UNITAIRE ET DÉMOCRATIQUE

Le sentiment de rejet des organisations traditionnelles et notamment des syndicats est de plus en plus présent dans la jeunesse comme dans le reste de la société. Alors que l'enseignement supérieur compte moins de 1% d'étudiant-e-s syndiqué-e-s, l'UNEF doit repenser ses liens avec le milieu étudiant. Dans ce chantier, les questions de structuration et de fonctionnement ne doivent pas être considérées comme secondaires. Si avoir une politique adaptée à la situation est fondamental, avoir un outil efficace qui permet de se donner les moyens de sa politique est une nécessité.

UN SYNDICAT UNITAIRE ET DÉMOCRATIQUE QUI OEUVRE À LA RÉUNIFICATION SYNDICALE

Regrouper les différents courants politiques et syndicaux qui existent sur nos campus est un enjeu majeur du renforcement du syndicalisme étudiant et de la reconstruction des capacités de résistance de notre milieu. Malgré la désagrégation de Solidaires étudiant-e-s et l'émergence de collectifs ou syndicats locaux, comme l'Union des étudiant-e-s de Toulouse, notre objectif reste la réunification syndicale. Cela passera par une démarche unitaire et démocratique.

Nous devons oeuvrer, dès que la situation se présente et sans sectarisme, à construire des cadres unitaires sur les campus et au niveau national, y compris avec les organisations politiques de jeunesse, pour lutter contre toutes les mesures qui remettent en cause nos conditions de vie et d'étude. Pour être plus efficaces dans l'action, nous cherchons à favoriser les cadres où les étudiant-e-s peuvent décider par eux et elles-mêmes de leur lutte, comme les assemblées générales. Si en tant qu'organisation, nous y défendons une orientation, nous respectons les décisions qui y sont prises, car c'est la condition pour que les étudiant-e-s fassent l'expérience de la démocratie.

Le pendant de cette orientation démocratique dans tous les cadres dans lesquels nous intervenons est une profonde rupture démocratique en interne, qui est l'une des clefs pour faire face à la crise militante. Si le droit de tendance est aujourd'hui une garantie élémentaire de démocratie, il ne suffit pas à régler l'ensemble des problèmes. Tout-e militant-e de l'UNEF doit pouvoir s'exprimer et peser sur l'orientation du syndicat. Les tendances minoritaires du syndicat doivent avoir accès au fichier national des adhérent-e-s, pour être en capacité de s'adresser à toutes et tous. De même, toutes les tendances doivent pouvoir soumettre au vote leur texte d'orientation dans les collectifs nationaux.

Localement, c'est à tou-te-s les militant-e-s de mener l'activité du syndicat, et pas seulement à ceux appartenant à la tendance majoritaire sur une AGE. Pour cela, l'accès au local et l'organisation de collectifs d'AGE réguliers sont indispensables. Ces derniers doivent pouvoir décider de l'activité de la semaine, discuter des tracts et de leur contenu. Des AG des adhérent-e-s devraient être mises en place une fois par semestre minimum, permettant à l'ensemble des

Les signataires

adhérents localement de décider collectivement des campagnes du syndicat.

LA FORMATION DES MILITANT·E·S: UNE PRIORITÉ

Avec la crise militante de l'UNEF et la multiplication des fronts sur lesquels nous devons engager nos forces, nous avons eu tendance les années précédentes à négliger les tâches de formation pratique et théorique de l'ensemble des militant·e·s: de moins en moins de formations locales, des bulletins de liaisons des AGEs et kits de formation moins réguliers, la réduction des temps d'ateliers lors des collectifs nationaux...

Cette situation se traduit par un affaiblissement politique qui a des conséquences sur notre activité au quotidien, que ce soit pour convaincre les étudiant·e·s, prendre en charge leurs dossiers ou avoir les bons réflexes pour construire les mobilisations. Si nous ne réagissons pas collectivement, cela pourrait avoir des conséquences dramatiques sur les étudiant·e·s les plus vulnérables: les sans-facs, les étudiant·e·s qui subissent le sexisme, les étudiant·e·s étranger·e·s qui jouent leur droit de rester en France...

En outre, l'UNEF n'est pas en dehors de la société et les oppressions patriarcales ou racistes ne s'arrêtent pas à sa porte. Si des progrès ont été réalisés dans la prise en compte de ces oppressions, nous ne pouvons pas nous satisfaire de la situation. Il est nécessaire de renforcer les formations sur ces questions. Il est également urgent de mettre en place les structures adéquates pour gérer efficacement les affaires de sexisme, d'homophobie ou de racisme.

La mise en place de "personne de confiance" par la direction du syndicat est loin d'être une réponse suffisante, car elle repose sur une gestion individuelle des problèmes. Au contraire, les oppressions sont des problèmes politiques collectifs, qui regardent l'ensemble de l'organisation. L'UNEF doit se doter d'une commission de médiation spécifique, paritaire à tous les niveaux (genres, tendances, etc.), qui proposent des solutions et des sanctions, ensuite votées par les instances de direction.

UN SYNDICAT INDÉPENDANT DE L'ÉTAT

L'indépendance syndicale ne signifie pas l'absence de réflexion ou d'engagement politique. Elle implique simplement que les décisions d'orientation soient prises démocratiquement dans les cadres de l'organisation et uniquement dans ceux-ci. Notre indépendance syndicale, telle que nous la concevons, doit être celle vis-à-vis des institutions, des partis et des universités. Depuis de nombreuses années, la part des financements auprès des régions, de l'État ou des universités n'a fait qu'augmenter dans le budget du syndicat. Cette situation pose un sérieux problème, parce que ces sont ces mêmes institutions qui mènent aujourd'hui la casse du service public.

L'UNEF doit se donner les moyens de retrouver un auto-financement pérenne, basé exclusivement sur la cotisation des adhérent·e·s et sur des souscriptions annuelles menées de façon militante. Si le FSDIE peut être sollicité pour financer des campagnes spécifiques, l'activité syndicale quotidienne ne peut pas en être dépendante. Pour cela, et malgré la précarisation des étudiant·e·s, il est nécessaire de convaincre les adhérent·e·s de verser réellement les 20 euros de cotisation.

De la même façon, nous nous opposons à ce que le syndicat trouve des financements par le biais de la collaboration avec des organismes à but lucratif, tels que les préparations privées aux concours ou les entreprises proposant des réductions. Notre financement doit pouvoir s'affranchir des intérêts privés et sectoriels de façon à défendre au mieux et en toute indépendance les intérêts matériels et moraux des étudiant·e·s.

Voter pour la tendance Action collective et luttes étudiantes, c'est voter pour :

- Une UNEF qui place au coeur de sa stratégie syndicale l'action collective des étudiant·e·s, leur auto-organisation pour résoudre les problèmes du quotidien
- Une UNEF qui combat les réformes libérales de l'ESR et revendique : l'abrogation de la loi Fioraso et de la loi Master, l'arrêt des regroupements, la fin de l'autonomie budgétaire des universités et un financement 100% public des universités à hauteur des besoins.
- Une UNEF qui s'appuie sur des revendications d'urgence pour les étudiant·e·s et les jeunes, qui les porte lors des élections universitaires et aux CROUS et dans les mobilisations, et les articule avec un projet global pour l'enseignement supérieur et la société
- Une UNEF qui bataille contre la dégradation des conditions de vie des étudiant·e·s et qui réclame la mise en place d'un véritable pré-salaire d'autonomie
- Une UNEF qui se batte au côté du mouvement ouvrier, pour une mobilisation d'ensemble de la jeunesse et du monde du travail contre les politiques antisociales

Raphaël Aupied, Bureau national, Paris 1, élu CA
Emrma Dageville, Bureau national, Paris 8
Maira Geffray, Bureau national, Paris 10
Laura Gourmand, Le Mans, Présidente d'AGE
Orienne May, Le Mans
Paul KONI, Président AGE Nîmes
Jean-Baptiste Poiaghi, Cergy, ESPE Antony
Ulysse Coutaud, Grenoble
Nicolas Faus, Grenoble
Jeanne Choffat, Lille
Mathias Dhelin, Lille
Laurent Duwojiet, Lille, élu CFVU
Harry Boh, Paris 1
Fatoumata Danso, Paris 1, élue CFVU
Mickaël Musto, Paris 1
Victor Mendez, Paris 7
Elodie Aboutrad, Paris 10
Adrien Huyart, Paris 10
Barthélémy Piron, Paris 10
Elena Sauterey, Paris 13, IRTS-Montrouge

Signature de parrainage en soutien de la création de la tendance :

Zouiten Anas, Président d'AGE de l'université Valenciennes